

Sur l'avenir du Rwanda et les négociations avec les rebelles.

■ Président du Rwanda, êtes-vous satisfait du déroulement des négociations d'Arusha entre des représentants du gouvernement rwandais et du Front patriotique rwandais (FPR, mouvement rebelle) ? Compte tenu de l'offensive lancée par le Front patriotique le 8 février, estimez-vous que les garanties proposées sont suffisantes ?

□ A Arusha, il est beaucoup question de confiance réciproque, de bonne volonté. J'estime cependant que la principale garantie doit être internationale : nous attachons beaucoup d'importance à la présence d'observateurs dont la Belgique fait partie et nous avons voulu associer la communauté internationale de façon plus claire, plus visible par le biais des Nations unies. C'est pourquoi nous avons invité le secrétaire général de l'ONU à se faire représenter à Arusha. Bien sûr, il y a eu l'attaque du 8 février. Elle nous a surpris et déçus. Le PR a habillé cette offensive en expliquant qu'elle était la réponse aux événements de Kibuye, Gisenyi, Ruhengeri. Cependant, ces débordements ont eu lieu fin janvier. Comment imaginer qu'une attaque de l'envergure de celle du 8 février puisse être décidée et déclenchée en quelques jours. En réalité, l'offensive du Front patriotique était préparée depuis novembre ou décembre.

■ Souhaitez-vous des troupes étrangères sur la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda ?

□ Nous avons demandé à l'ONU de surveiller cette frontière et l'Ouganda a déposé la même requête auprès du Conseil de sécurité. Comme cette demande émane de deux pays souverains, elle ne posera pas de problèmes particuliers. Du côté ougandais, il y a déjà des observateurs étrangers qui surveillent la frontière.

■ Qui surveillera la zone tampon d'où les populations civiles se sont enfuies ?

□ Un accord a été signé entre le Premier ministre du Rwanda et le président du FPR selon lequel la zone tampon devrait bénéficier d'une sécurité garantie par des troupes

Juvenal Habyarimana



internationales. Nous avons souhaité des troupes onusiennes. Le FPR préfère, quant à lui, se fier à l'Organisation de l'unité africaine. Peut-être pourrions-nous trouver un compromis et élargir les troupes de l'OUA à des experts internationaux. Il me semble, en effet, que des militaires de l'ONU sont plus expérimentés en cas de conflit que ceux de l'OUA. Nous allons essayer de trouver un compromis entre les deux positions.

■ Ces derniers temps, le rappel momentané de l'ambassadeur de Belgique à Kigali en témoigne, la Belgique a boudé le Rwanda. La visite actuelle du ministre de la Communauté française Michel Lebrun est-elle un signe positif ?

□ Franchement je ne savais pas que la Belgique nous avait boudés. Je ne vois d'ailleurs pas pourquoi. J'espère que s'il en était ainsi cette bouderie est aujourd'hui effacée et qu'il ne s'agissait que d'un malentendu. Le gouvernement et le peuple rwandais apprécient la visite du ministre Lebrun qui témoigne des bonnes relations, du degré de chaleur des contacts entre nos deux pays. Je profite de l'occasion pour saluer le travail concret des coopérants belges sur le terrain.

■ Quelle est votre réaction au rapport sur les violations des Droits de l'homme au Rwanda qui a fait beaucoup de bruit en Belgique ?

□ Il me semble que ce rapport est déséquilibré entre les responsabilités attribuées aux autorités rwandaises et celles du FPR

d'autant plus que ce document a été déposé après l'offensive du Front patriotique où les exactions commises par celui-ci étaient évidentes. A ce rapport le gouvernement rwandais et moi-même avons répondu tout d'abord en émettant certaines réserves sur des affirmations qui nous ont semblé gratuites, fondées sur des témoignages douteux et univoques. Mais par ailleurs nous avons admis qu'il y avait eu des dérapages dans le nord et dans d'autres régions. Ils sont dus à la guerre, à la surprise de la population face à l'offensive. Ils sont dus aussi au multipartisme mal compris : dans certaines régions il y a eu des affrontements entre partis politiques. Tout cela nous l'avons admis. Des mesures ont été prises et nous avons pris l'engagement auprès des pays qui nous aident d'améliorer la situation.

■ La démobilisation de plus de 30.000 militaires ne va-t-elle pas poser un problème ? Tant d'armes circulent au Rwanda...

□ L'éparpillement incontrôlé des armes dans le pays pose effectivement un problème sérieux. Il crée l'insécurité et le banditisme. La démobilisation risque d'aggraver ce problème. C'est pourquoi nous souhaitons que cette démobilisation soit planifiée afin que les militaires rendus à la vie civile ne soient pas tout de suite renvoyés sur la colline. Je voudrais qu'ils passent par des ateliers d'apprentissage des écoles secondaires. Cette période de formation représenterait un moment de transit pour les militaires. Il faut que l'ancien soldat oublie ce qu'est le fusil et la grenade.

■ Le Rwanda réussira-t-il à sortir de cette phase difficile sans trop de déchirement ?

□ Nous l'espérons car le peuple espère retrouver la stabilité. On a beau critiquer tout ce que nous avons fait depuis 1973 mais il y a eu beaucoup de points positifs et notamment ce climat de stabilité. Nous avons essayé de créer l'unité, le sentiment d'appartenir à une même nation. La guerre a déchiré tout cela et nous devons essayer de refaire cette unité, de réussir la réconciliation nationale. Heureusement nous ne sommes pas seuls : les visites, les suggestions que nous recevons, nous les considérons comme des témoignages de sympathie, qui renforcent nos propres efforts.

Propos recueillis à Kigali par
COLETTE BRAECKMAN

Le Soir 1 et 2 mai 1993